L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX, No. 78 RUE DE CHARTRES. — NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 18 OCTOBRE 1862 — Entre les rues Bienville et Conti.

Nouvelles Générales

SAMEDI MATIN, 18 OCTOBRE.

☞ Les porteurs sont autorisés à recevoir des abonnés à la demande à raison de 25 cents.

Toutes à l'Amour de ce jour.

Par D. E. Murphy, ouvrages en Neuve Dame et Commerce—Jeu bons frais en sous, ou le jeune.—Aussi, à 10 heures, dans la rue des Magasins, No 67—jardinière, bureau, sofa, sofas-ter, cuvre, pain plein &c.

Par E. Roger & Co, à bonne mise d'amour, rue Vieille Levée—Chamorre, linge fait et marchandises neuves. Et en No 150 rue Royale, entre St-Pierre et Toulouse, un rouge et blanc en bâtre que.—Aussi, à 10 heures, à la salle d'amour, rue Vieille Levée, Nos 8 & 67—Quatre et bas.

Par R. Scott, à 10 heures, dans la rue des Magasins, No 84—Biscuits, lumpes, moron, bouteilles, vins rouge, pour, bœuf, &c &c.

Par Adams & M. Lopez, à 10 heures et demi, à la bonne magasin d'amour, rue des Magasins, No 18, consignant Commerce—pommes de terre, poisons, plein abîmé, moutarde, vinaigre, eau-de-vie, &c.

Par E. Phelan, consignant Lédément et Principe—jamont, cervoise, moutons et vigoure de la Havane.

Par Marchegrayard, en chantier du bois de John Fest, consignant Kiel Ville et Tentamen—Un chantier de bois, sept cambre, un chantier et 10 chartrons.

STEAMER TRADE WIND—Ce steamer doit nous arriver vraisemblablement de l'expédition en dessous dans la plupart des journaux de New-York, est rapporté dans le *Times* du 3 comme s'étant expédié le 2 octobre.

Nous trouvons dans le *Times*, le seul journal qui donne ces renseignements, la liste suivante des passagers: D W C Farrington, W H Clemmens, Robt. Eustman, E Kimball, J L Alexis, Mme H. Bailey, Jesse Vale, G D McGuinn, J H Edwards.

Adresse de l'Hon. T. A. R. Nelson

Au peuple de l'Est-Tennessee.

Dans tous les discours que j'ai prononcés durant votre ou 1861, seul bien que dans pour bien écrits publiés à l'adresse du peuple de cet Etat, j'ai déclaré ou substance que si j'avais un que sujet de Nord *Pas de* soupçonner le Sud d'é-mancipe nos esclaves, en violation de la Constitution, j'aurais été aussi loin que qui que ce soit pour conseiller la résistance à outrance.

Mon attention vient d'être appelée sur une proclamation basée par le Président des Etats-Unis le 22 sept-mbre 1862, dans laquelle il déclare qu'au premier jour de janvier prochain, toutes les personnes tenues en esclavage dans tout Etat ou dans toute part désignée d'Etat, où le peuple sera en rébellion contre les Etats Unis seront à l'avenir et pour toujours libres, et que le gouvernement exécutif des Etats Unis y prêtera les autorités navales et militaires, reconnaîtront et maintiendront la liberté de ces personnes, et ne feront rien pour les empêcher de se livrer à quelques efforts que ce soient dans le but d'acquérir leur liberté.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler qu'un des maux que je prévoyais devoir être le résultat des efforts qui seraient faits pour démembrer l'Union était que le projet de la guerre ou pourrait ouvrir la voie à une insurrection servile et renverser l'institution de l'esclavage. Mes opinions sur l'inconstitutionnalité et l'impraticabilité de la sécession restent les mêmes, mais dans mon dernier discours au Congrès, et dans diverses autres occasions publiques, j'ai ouvertement et maintenu et je maintiens encore le droit de révolution. Cependant je n'ai jamais affirmé dans aucune occasion la doctrine qu'une violation de la Constitution par un parti amoindrit ou justifie de semblables ou d'autres violations par le parti opposé. Les causes supérieures qui ont controlé et influencé ma conduite et mon opinion, existent aussi encore pour l'Union et mon confiance inébranlable que nous avons la meilleure Constitution et le meilleur gouvernement du monde. Mais, de tous les actes de despotisme dont la guerre civile est sans nombre engrêne, je vois la source, il n'y en a pas qui, au moindre degré, égale l'atrocité et la barbarie de la proclamation de M. Lincoln. D'un seul coup, elle prive tous les citoyens des Etats à esclaves, sans distinction, du droit d'avoir les esclaves, droit garanti par la Constitution qu'il prétend maintenir. Il est vrai qu'il déclare qu'il recommandera au Congrès de voter une juste indemnité pour les propriétaires soustraits dans les Etats à esclaves, mais quel droit a-t-il, lui ou le gouvernement, de les priver de leurs propriétés sans leur consentement?

Et quelle assurance ont-ils que cette vague et générale déclaration leur sera appliquée? Quelque abolition du Congrès, rouge du sang fraternicide, et exalté par la possession d'un pouvoir usurpé, adoptera cette recommandation.

Nous sommes de milliers d'une mer de difficulté. Beaucoup d'autres notes ont été faites dans le Sud auxquels nous avons été fortement opposés comme simple, mais pouvoir les justifier ou les pallier et auxquels nous avons adhéré par un sentiment d'aliénation en dépit de tous dangers. Mais les Unionistes de l'Est-Tennessee ne sont que malgrés et c'est jamais été associés aux doctrines d'incendie et de meurtre auxquelles conduit la proclamation de Lincoln. Quel est, alors, le chemin de devoir dans les circonstances critiques qui nous entourent? Est-ce de rester toutes nos prétentions de foi passées et de soutenir l'administration de Lincoln, juste ou non? Est-ce de justifier ou bénir à l'élévation des quelques ou prises par part, non seulement d'abandonner la constitution des Etats Unis, mais encore de répéter les photo-forme de Chicago, son discours inaugural et son message au Congrès, où il reconnaît distinctement le droit absolu à l'esclavage dans les Etats où il existe? Ou bien, est-ce de ne maintenir ni violations de la constitution, et de ne rien faire d'immédiation qui les couvrent toutes, de nous jondre au parti qui représente le seule chance de succès sur la terre?

Je mis, mes concitoyens, que vous éprouvez des difficultés à vous faire à cet conclusions. J'ai et à les vivement soulmis, dans mes discours d'autres extraordinaires de cruauté et d'oppression ont été commis parmi vous, lesquels, au lieu de changer vos opinions, ont nécessairement calculés pour accélérer et rendre plus hâtives le principe fédéral de confiance. Beaucoup de ces actes ont été commis dans des endroits éloignés, mais les connaître sous ou l'approbation de l'autorité de Richmond, ou de faire qui est ou le commandement suprême dans l'Est-Tennessee et dans des circonstances telles que vous avez trouvé dangereux de vous prononcer. Cet éloignement et lentement ces outrages ont été enfin connus, et dans une très récente proclamation issue par le major général Dumn, vous avez l'assurance que vos plaintes seront entendues, et que les prêt énergiques mesures seront adoptées pour remédier aux maux auxquels vous avez été exposés.

Que le sentiment des torts présents et passés ne vous aveugle donc pas envers les charmants doyens acceptés et qui sont plus sérieusement projetées par l'administration de M. Lincoln.

Si une majorité du parti républicain a été chercher dans ses profondeurs cet l'esclavage dans les Etats et de la liberté d'un seul coup, tout à fait étrange dans le Nord, ne pouvons-nous pas espérer qu'un esprit de résistance surgira dans ceux-ci, lequel esprit, combiné avec les efforts de Sud, renversera du pouvoir Abraham Lincoln et rendra même la paix un harmonie à notre pays divisé? Mais si par crainte ou par mauvaise conseil, l'affiche proclamation de M. Lincoln est nécessaire, alors nous n'avons plus d'Union à espérer, plus de constitution à défendre, plus d'héritage commun à conserver, plus de paix à attendre, excepté celle que nous pourrons conquérir avec le secours de la Providence. Les armées qui ont été envoyées près de vous pour vous dompter de l'esprit, qui été retirées, et, avec une sagesse froide, M. Lincoln vous dit virtuellement que vous n'avez pas de droits. Il ne vous reste pas d'alternative et ce n'est de choisir la destinée qu'une administration arrogante et sans principe nous force de subir.

Il est presque inutile de vous déclarer que j'ai adhéré à l'Union dans tous les cas, au milieu des dangers et des sollicitations, quand il était en mon pouvoir de les conjurer et que, quand mes efforts étaient paralysés et mes voix rendue impuissante par des mesures indépendantes de moi, j'ai encore obéi l'espoir que tout pourrait se terminer comme il l'est.

Mais le dernier anneau qui m'attachait à ce gouvernement pour lequel nous sommes en combattre, est rompu, et quelle que soit la décision des autres, je sens qu'il est de mon devoir d'encourager le plus persévérance et le plus déterminée résistance aux tyrans et aux usurpateurs de l'administration fédérale, qui ont détruit nos espérances et cherchent actuellement à détruire le dernier vestige de liberté payé nous. Il vous rendra vous grandir d'une ce pays de courage, sans exemple dans l'histoire de l'Amérique du Nord, mais provoqué sans défense par la proclamation de Lincoln, que tout homme qui doit de combattre honnête non seulement et sans attendre l'action tonne et conséquent de la conscription, parce comme volontaire pour aider à la résistance contre lui. Le moment d'agir, pour tout, est rapide et la bataille en fort, et il est impossible, dans le moins des chosen, que Dieu favorise les efforts d'un homme ou d'un gouvernement qui s'opposerait prétendu l'être la guerre pour la Constitution et qui maintenant jeté le mépris et en dans dans une situation de défi. Mal compris en Europe à cause de cet conseil les pouvoirs que M Lincoln a nécessairement emprès dans l'espace de deux ou trois.

Il a suspendu le *writ d'habeas corpus* pour toutes personnes qui ont été ou qui pourraient être emprisonnées par l'autorité militaire et il a aussi décrété un droit consistant à la libération citoyens, un droit que les hommes à cette de mil. tes de l'Angleterre ont obtenu de leurs rois. Jamais qu'ils ont lutté dans la grande charte de la liberté britannique; un droit qu'il a fallu des siècles pour incorporer dans la Constitution anglaise; un droit pour lequel vos pères qui brièvement lutté et qui ont conquis dans leur constitution américaine. Il a appelé, ainsi nous, des armées en campagne, subsistant par leurs jugements, et il est devenu un despote.

Il revendique maintenant les pouvoirs d'un dictateur? l'emblème sans notre assemblée, mais s'il peut aussi prendre nos esprits, personne ne prendra? Il peut en ne pouvoir? Il peut ne pas forces et tout ce que nous pensions et nous résolus aussi à un dans de vantage sans ennemis, comparé dans l'histoire modernes de notre âge.

Knoxville, 3 octobre 1862.

THOS A. R. NELSON.

CONVENTION POPULAIRE DANS LE MISSOURI—Une pétition se signe dans le Missouri pour obtenir la convention d'une convention de peuple de cet Etat; le "St-Louis Republican" dit en parlant de cette convention:

„Il sera impossible de la convoquer dans aucune population d'un autre Etat de l'Union ou d'une autre partie du monde une liste égale de meilleurs citoyens et de meilleurs hommes dans tous les chances de la société à celle que nous trouvons en bas de ce document.

L'OPINION DANS L'ILLINOIS—Une convention désorganisée réunie dans l'Illinois à Ottawa a condamné par un vote unanime la proclamation d'émancipation. En réponse à l'envoi de représentants républicains, le président de la cour suprême de l'Illinois, J. D. Caton, a dans une lettre, datée de Springfield le 24 septembre, et dans laquelle il se prononce énergiquement contre cette mesure. Il dit qu'elle ne pourra en rien changer l'état actuel des choses.

CONVENTION POPULAIRE DANS LE MASSACHUSETTS.—Nous voyons dans le *Boston Post* du 4 qu'une pétition convoque de 2,000 citoyens invite le peuple de l'Etat de Massachusetts à envoyer des délégués à une convention qui devra délibérer sur les affaires publiques et de la guerre contre les républicains noirs, les démagogues, et les partisans contre le gouverneur Andrews.

DEPÊCHE SPÉCIALE DU GÉNÉRAL JEFF. THOMPSON.

Nous trouvons ce qui suit dans l'*Evening Delta*:

La communication suivante du général rebelle Jeff. Thompson a été reçue ce matin au quartier général. L'ordre No 76, en se le rappelle, concerne la prestation du serment d'allégeance.

Pointe-Coupée, Louisiane, 29 septembre.

Dimanche, 8 heures A. M.

Major Général B. F. Butler, A. E. U. Nlle-Orléans.

(Par voie indirecte.)

Général—Nous venons de discuter pour l'ordre général No 76. Il nous serviria de précédent à la Nlle-Orléans, St-Louis, Louisville, Baltimore, et Washington, que nous connaissons dans quelques jours. Nous désirons insérée ou la conduite à tenir. Je vous en prie, au nom épargnez pas les propriétés.

Votre respectueusement,

M. JEFF. THOMPSON,

Brig. Gén. S. G. commandant le district de droite.

LE NATIONAL—Le départ de ce steamer pour la Havane, a été remis à demain, dimanche, à 8 heures du matin. Toutes les lettres, les paquets & d'argent être laissés au bureau de l'agent, 5 Grille, No 17 rue Tchoupitoulas, avant midi.

CHEMIN DE FER PONTCHARTRAIN.—Nous appelons l'attention du public sur le changement qui doit avoir lieu dans les heures de départ du Chemin de fer Pontchartrain à partir de *lundi prochain* 20 octobre Jusqu'à dimanche soir les trains se rendent aux heures habituelles.

CHRONIQUE LOCALE.

LE POTIGARD—Monsieur Spinosa a été polizzardé, hier après midi, vers cinq heures, par un individu qui, dit-il, nous n'avons pu apprendre l'origine de la rixe.

Le capitaine Franks et le sergent Caldwell, de bonne de vérité, se trouvaient dans le moment dans la rue, près le café Bienvenu. Les deux hommes parlaient ensemble et s'exprimaient en espagnol: le capitaine et le sergent ne comprirent pas ce qu'ils disaient, mais ils jugèrent à était fortie de voir qu'ils en quereller.

Spinosa, qui est beaucoup p'us fort que Monsieur, le saisit tout à coup par le bras et le poitrine sur lui même. Montant semblait anxieux de s'en aller; soit adversaire l'en empêcha et la querelle recommença. Il prétendit avoir à se dégager et on crut que tout était fini, mais Spinosa le suivit, le retint, parut le fouiller et le terrasser. Montant se releva, tira quelque chose que personne ne vit et porta un coup à son adversaire.

Le sergent s'approcha d'eux pour les arrêter, c'est alors qu'il aperçut du sang sur Spinosa. Le capitaine Franks vit en même temps Montant passer le bras derrière une colonne et lui ne toucher un objet dans le ruisseau. Un sergent Montant.

Spinosa, suivi des officiers, se dirigea vers le Donnée; le sang coulait abondamment de sa blessure, et, à chaque pas qu'il faisait, jaillissait de son souhaite. On voyait les traces de son passage, de trottoir, vis-à-vis du magasin de Letchford à l'escalier de l'entrée centrale de la Donnée. Le médecin n'arrivant pas on transporta le blessé au bas de l'escalier pour le déposer au café Bourgeard, mais en arrivant au bas de l'établissement, il s'affaissa sur lui-même, fermant et bavant. Il fut transporté à l'hôpital St-James. Dans l'intervalle, Montant avait été arrêté et conduit à la Donnée.

Spinosa a été frappé près de l'aine; la blessure est large d'un pouce, largeur de lame dont s'est servi Montant. On ne sait pas encore si la présence a atteint les intestins. Spinosa n'a pas souffert après son admission à l'hôpital; mais que ce ne soit intérieurement. Lorsque nous l'avons vu, il était couvert d'une sueur froide et était très faible.—En sortant de la Donnée, Montant en espagnol et habite ce pays depuis trois ans. Il semble convalescent qu'on a pris de légitime défense. C'est un homme de bonne mine, de trente à trente ans.—Spinosa, comme son adversaire, est né en Espagne; nous croyons savoir seulement que qu'il est ici depuis trente ans. Il a été jusqu'au serment d'allégeance aux Etats-Unis.

COUR PRÉVOTALE.—Le Monse dont l'arrestation a défié ses longissimes, on a été quitte pour une amende d'un dollar. Il paraît qu'il n'était trop désolé.

M. J. Hogan et Patrick Bonner, arrêtés sous prévention d'avoir tenu des propos rebelles, ont été renvoyés de la plainte. Les témoignages qui établit que des soldats habitués en citoyens étaient entrés dans le café d'Hogan et que l'un d'eux avait proposé la santé suivante: "A ceux qui sont à faire quitter nos familles: le maintien de la vieille Union." Quelqu'un en a: "Vive pour Jeff. Davis; j'ai vote pour; mais si j'ai pouvoir sans faire en lui." Il y est la chanson des sympathies de rize: Hogan s'approcha alors des personnes présentes et leur annonça qu'il ne pouvait pas qu'on discutât des questions politiques chez lui. Dans l'intervalle, cette qui avait vote pour Davis avait disparu; on prit Bonner qui se rendait au bureau du même temps.

Un soldat qui avait été arrêté parce qu'il avait quitté en emporte une pomme, a été condamné à rester de la prison.

MM. Bishop et Wheeler, arrêtés sous prévention d'avoir tenu des propos séditieux ont été acquittés. Il n'y a pas eu de preuves suffisantes contre eux.

Henry Jenkins, accusé d'avoir insulté et menacé, d'abord comme des Etats-Unis et de n'avoir construit à la jusine, a été renvoyé de la plainte.

John Clement et Adam Bertrand, deux nègres libres, ont été renvoyés de la plainte. Ils étaient pour s'amuser.

Le magistrat a condamné un nommé Fay à une amende de prison pour ivresse.

Louis Bachemberg, soldat de la compagnie du capitaine McGee, est venu se présenter à l'amende d'avoir obtenu de l'argent à l'aide de faux rapports, sous prétexte d'emprunter pour son Bertrand et qu'en prononçant du bateau d'avoir. Il obtint 5,000 de son capitaine d'un agent, 2,000 de son autre et 840 en ce dans ce qu'il avait en emprunté pour son détenteur. Il a été prouvé en outre qu'il n'était lancé dans le "commerce" des bijoux, sous dépens d'autrui; de manière qu'il avait intéressé à un orphelin et un beau qu'il avait apporté de Baton Rouge. Jeune vagabonde, cependant, il a dit qu'il n'avait point comprenait pour son bénéfice, et il a déclaré que son intention était de payer ces sommes aussitôt que possible. Le magistrat l'a réprimandé de la plainte.

PIÈCE SPÉCIALE.—Il Mouse a été arrêté dans la rue des Remparts.

On l'accuse d'avoir troublé la paix et poliment. On tire d'officier spécial.

PROPOS SÉDITIEUX—La police a arrêté, dans la Premier District, Patrick Bonner et M. J. Hogan que Geo. Hill, soldat de la compagnie I du 1ère régiment de Wisconsin, accuse d'avoir tenu des propos séditieux.

—John Bishop et J. H. Wheeler, arrêtés dans la rue Jackson, Quatrième District, devront répondre à la même accusation.

MALADIE OUVERT.—L'officier Kennedy supposa que le magasin de M. Bloom, dans la rue des Magasins, No 55, demeurerait vendredi après

ALTERATION MENTALE—L'officier Montgomery a décrété, au poste du Premier District, que Miss Mary Cunningham, qui demeure dans la rue Dryades, No 133, est atteinte d'aliénation mentale.

Il spécifie qu'elle a deux enfants, l'un à bas l'autre d'un an, et qu'il doubtait la sauvegarde.

IL N'EXISTE TOUJOURS—Timothy Root, se rendait, hier matin, avec d'autres travailleurs, à l'hôtel de ville, où il tombe sur plusieurs gardes-bois des vous mêmes. Il glisse les billets dans ce qu'il avait dans la poche de son gilet de dessous, et, comme il l'emmène et trouvera le groupe qui attendait à la porte.

En passant sur le trottoir il lui semble que le matin d'un dit les dollarsoy, Charles Kegel, s'était tout appendre de son gilet, et en surprise, en colère se connaissent plus de bornes quand il s'aperçut que l'argent avait disparu. Il revint sur ses pas et trouve Kegel d'avoir soupçonné cet emploi d'un argent à son dépens; Kegel qu'il a pu, et nomme Timothy qu'il a vole plus que Kegel. Timothy n'en avait rien et alla se plaindre au poste où il rencontra son historien. Kegel a le volontiers et trouve l'Hippocrate d'où il était capable. Kegel fut arrêté, l'officier Miller le conduit à la prison et trouve sur lui 1,000 dollars en billets, mais ne trouve rien sur lui. Les mêmes ne du Tennessee à Gaston, pas d'adresse celles d'un enfant. M. Miller le trouve que Timothy s'était peut-être trompé. Timothy introduit du fait de dans son gousset et, en grand étonnement, en tira les billets.

Ce coup de théâtre mis fin aux discussions et aux perquisitions; Kegel fut relâché.

Mais Timothy ne devait pas en être quitte pour remuémaire l'inconvénient d'un colloque et lui faire des excuses plus ou moins sincères. Kegel enlaça qu'il fit arrêté pour diffamation et immédiatement sous prétexte Timothy des prendre le chemin de cachot.

VOLEUR DE FAIT—Hughes Clément et Adam Bertrand ont été arrêtés dans le 2ème District, sous prévention d'avoir violemment assailli J. Rabjoin.

EDITION D'HIER SOIR.

Dernières nouvelles du Mexique.

ORTEGA GÉNÉRAL EN CHEF.

EVACUATION D'OCHIAMA.

Affaires à Mexico.

Nous trouvons dans les *Presse de la Havane* du 9 courant les nouvelles additionnelles suivantes sur les affaires du Mexique.

Le paquebot anglais le Trent est entré dans ce port hier. Par cet arrivage nous avons des dates de la Vera Cruz jusqu'au 30 septembre et de Tampico jusqu'au 27.

Le général C. Gonzales Ortega, commandant en chef de l'armée mexicaine de l'Est, est arrivé dans la capitale à cause du nombre de son parti pour faire avec le gouvernement. Au pontons par Puebla, qu'il a passé en jour à examiner les fortifications. Il a été reçu avec enthousiasme par les citoyens de cette ville.

Il a passé deux jours à Mexico, où il a eu une longue conférence avec le Président et son ministère, qui est adopté le plan de défense qu'il leur a proposé. On lui a fourni tous les moyens nécessaires pour mettre son plan à exécution, et il a repris le commandement militaire de Puebla, Tlaxcala, et Vera Cruz.

Le général Ortega a reçu la visite d'un grand nombre de personnes qui lui ont donné des marques de respect. En remarquant à son quartier-général, il a été détenu de nouveau à Puebla pour y établir l'administration civile et militaire dont le soin lui a été confié.

La Libertad du 26 dit que l'ennemi n'a pas pris de nouvelles d'Ochiama. Il a été repoussé par les Français et Mexicains.

"Avant-hier on a eu l'assurance que les français avaient quitté Orizaba. Leur but, qu'on ne connaissait pas d'abord, semble être d'éviter les quartiers de cette ville pour faire place aux troupes fraîches attendues de France.

Les guerillas harcèlent en ce jours les Français dans l'Etat de Vera Cruz, et ils ont tout le mal possible. Quelques détachements des troupes mexicaines nouvelles vont tenter ouvertement pas avant quelques jours. Le parti français et de vivement quelquefois jusque dans les lignes occupées par les guérillas auxquels ils font du mal. Les chefs de bandes qui vivent sur le pays ne cessent de rapiner et de piller qui est des mieux maltraité.

L'ITINÉRAIRE POUR L'EXPULSION DES RÉSIDENTS FRANÇAIS.

Le correspondant du *Presse* de la Havane daté de Vera Cruz à la date du 30 septembre:

Les plus importante nouvelle reçue de Mexico par le dernier express est la publication du Club de la Réforme au ministère de l'intérieur voici le texte de ce très-distingué:

Le Club de la Réforme exerçant le droit de pétition garanti par la Constitution fondamentale de la République en considérant les circonstances où se trouvent le pays, a, en ordre, approuvé par le vote unanime de ses membres les propositions suivantes présentées par MM. Guerrero et Pascualete Mendoza Jr.:

Considérant que le moyen de nation est suffisant de prendre les mesures nécessaires pour faire fouiller les maisons des Français et des Mexicains, complices, qui ont acquis une notoriété par leur trahison; considérant que le pays, en ce moment, hésion à l'intervention étrangère, et de les dépouiller de toutes les armes qu'on sait qu'ils ont accumulées pour un but criminel; considérant que ce soit devant retourner au gouvernement, en vertu des lois, au nom désespérée ou déclare prises légales toutes les propriétés mexicaines enparées des mains des Français.

Je Il est de plus demandé au gouvernement qu'en ordre soit donné afin que les Français résidant dans les conditions, il ne soit plus permis ainsi que les traîtres mexicains aient la qualité de territoire dans les 48 heures par vous pour le côté du Pacifique qui ne soit pas en possession de l'ennemi.

Je Il est de plus demandé au président de la République qu'il ordonne à tout étranger de prouver qu'il est de plus les preuves de sa loyauté à la pays et de montrer qu'il est prêt à travailler aux fortifications de la ville.

La Club, membre le ministère, attend de vous les publications des considérations, vous apposerez ces propositions et qu'il vous les consacrera au premier magistrat de la nation.

Ministère de l'intérieur. Réforme. Mexico, septembre 1862.

Signé FLORENTINO MERCADO Jr.

Le *Pais de Cirje*, journal publié à Mexico, parle dans un de ses articles, de l'importance de prendre des mesures sérieuses pour empêcher les Français de la capitale, comme moyen de défense. Parmi ces mesures, ce journal cite la confiscation des propriétés des Français comme devant avoir beaucoup d'effet.

Il ajoute que les fortifications de Mexico avancent et que les citoyens y travaillent tous les jour par centaines d'ouvriers mexicains. Les eaux des lacs de vaisinage arrivent à inonder les approches de la ville. On construit des casemates blindées pour la protection des artilleurs; on organise les Sapeurs et on fait des approvisionnements de tout genre.

Suivant le même journal, le vomito est en fièvre et on prétend que les ravages à Vera Cruz parmi les troupes françaises. Les morts dans les premiers renforts ont été de 18 pour cent; cet chiffre comprenant 2,000 zouaves et chasseurs d'Afrique. Le dernier convoi arrivé à Vera Cruz le 18 septembre pour l'Europe.

Le 24, une bande de guérillas a attaqué à Tejeria un convoi de munitions de marque de Tampico. Les pertes de l'ennemi ont été de 200 blessés et 13 tués, tandis que les Mexicains lui ont enlevé trois chariots sur la plaine, mais ils ne purent pas qu'ils avaient tué 17 Espagnols et les mêmes balisses servant aux Français.

Un convoi parti d'Orizaba, le 30, est arrivé à Vera Cruz sans incidents ni pertes. Les troupes qui ont été renvoyé de la plainte. Les témoignages qui établit que des soldats habitués en citoyens étaient entrés dans le café d'Hogan et que l'un d'eux avait proposé la santé suivante: "A ceux qui sont à faire quitter nos familles: le maintien de la vieille Union." Quelqu'un en a: "Vive pour Jeff. Davis; j'ai vote pour; mais si j'ai pouvoir sans faire en lui." Il y est la chanson des sympathies de rize: Hogan s'approcha alors des personnes présentes et leur annonça qu'il ne pouvait pas qu'on discutât des questions politiques chez lui. Dans l'intervalle, celui qui avait voté pour Davis avait disparu; on prit Bonner qui se rendait au bureau du même temps.

Un soldat qui avait été arrêté parce qu'il avait quitté en emporte une pomme, a été condamné à rester de la prison.

MM. Bishop et Wheeler, arrêtés sous prévention d'avoir tenu des propos séditieux ont été acquittés. Il n'y a pas eu de preuves suffisantes contre eux.

Henry Jenkins, accusé d'avoir insulté et menacé, d'abord comme des Etats-Unis et de n'avoir construit à la jusine, a été renvoyé de la plainte.

John Clement et Adam Bertrand, deux nègres libres, ont été renvoyés de la plainte. Ils étaient pour s'amuser.

Le magistrat a condamné un nommé Fay à une amende de prison pour ivresse.

Louis Bachemberg, soldat de la compagnie du capitaine McGee, est venu se présenter à l'amende d'avoir obtenu de l'argent à l'aide de faux rapports, sous prétexte d'emprunter pour son Bertrand et qu'en prononçant du bateau d'avoir. Il obtint 5,000 de son capitaine d'un agent, 2,000 de son autre et 840 en ce dans ce qu'il avait en emprunté pour son détenteur. Il a été prouvé en outre qu'il n'était lancé dans le "commerce" des bijoux, sous dépens d'autrui; de manière qu'il avait intéressé à un orphelin et un beau qu'il avait apporté de Baton Rouge. Jeune vagabonde, cependant, il a dit qu'il n'avait point comprenait pour son bénéfice, et il a déclaré que son intention était de payer ces sommes aussitôt que possible. Le magistrat l'a réprimandé de la plainte.

PIÈCE SPÉCIALE.—Il Mouse a été arrêté dans la rue des Remparts.

On l'accuse d'avoir troublé la paix et poliment. On tire d'officier spécial.

PROPOS SÉDITIEUX—La police a arrêté, dans le Premier District, Patrick Bonner et M. J. Hogan que Geo. Hill, soldat de la compagnie I du 1ère régiment de Wisconsin, accuse d'avoir tenu des propos séditieux.

—John Bishop et J. H. Wheeler, arrêtés dans la rue Jackson, Quatrième District, devront répondre à la même accusation.

MALADIE OUVERT.—L'officier Kennedy supposa que le magasin de M. Bloom, dans la rue des Magasins, No 55, demeurerait vendredi après

ALTERATION MENTALE—L'officier Montgomery a décrété, au poste du Premier District, que Miss Mary Cunningham, qui demeure dans la rue Dryades, No 133, est atteinte d'aliénation mentale.

Il spécifie qu'elle a deux enfants, l'un à bas l'autre d'un an, et qu'il doubtait la sauvegarde.

IL N'EXISTE TOUJOURS—Timothy Root, se rendait, hier matin, avec d'autres travailleurs, à l'hôtel de ville, où il tombe sur plusieurs gardes-bois des vous mêmes. Il glisse les billets dans ce qu'il avait dans la poche de son gilet de dessous, et, comme il l'emmène et trouvera le groupe qui attendait à la porte.

En passant sur le trottoir il lui semble que le matin d'un dit les dollarsoy, Charles Kegel, s'était tout appendre de son gilet, et en surprise, en colère se connaissent plus de bornes quand il s'aperçut que l'argent avait disparu. Il revint sur ses pas et trouve Kegel d'avoir soupçonné cet emploi d'un argent à son dépens; Kegel qu'il a pu, et nomme Timothy qu'il a vole plus que Kegel. Timothy n'en avait rien et alla se plaindre au poste où il rencontra son historien. Kegel a le volontiers et trouve l'Hippocrate d'où il était capable. Kegel fut arrêté, l'officier Miller le conduit à la prison et trouve sur lui 1,000 dollars en billets, mais ne trouve rien sur lui. Les mêmes ne du Tennessee à Gaston, pas d'adresse celles d'un enfant. M. Miller le trouve que Timothy s'était peut-être trompé. Timothy introduit du fait de dans son gousset et, en grand étonnement, en tira les billets.

Ce